

E 2658

ASSEMBLEE NATIONALE

SENAT

DOUZIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003-2004

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 5 août 2004

Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance
du 30 juillet 2004

Enregistré à la Présidence du Sénat le 5 août 2004

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de décision du Conseil portant modification de la décision
1999/847/CE en ce qui concerne l'extension du programme d'action
communautaire en faveur de la protection civile

COM(2004) 512 final

**FICHE DE TRANSMISSION DES PROJETS D'ACTES
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET DE L'UNION EUROPEENNE**

- article 88-4 de la Constitution -

INTITULE

COM (2004) 512 final

Proposition de décision du Conseil portant modification de la décision 1999/847/CE en ce qui concerne l'extension du programme d'action communautaire en faveur de la protection civile.

Observations :

N Sans Objet
A **L**
T Législatif
U
R N.L.
E Non Législatif

La proposition de décision du Conseil a pour objet de prolonger le programme d'action communautaire en faveur de la protection civile actuellement en cours pour une nouvelle période de deux ans (2005-2006). Elle prévoit à cet effet une enveloppe financière supplémentaire. Cette proposition tend à modifier la décision 1999/847/CE du 9 décembre 1999 qui pourrait être qualifiée de "loi de programme" en droit interne et dont le projet avait été considéré comme comportant des dispositions de nature législative (avis du 5 février 1999). Elle doit donc être soumise au Parlement.

Date d'arrivée
au Conseil d'Etat

28/07/2004

Date de départ
du Conseil d'Etat

03/08/2004



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 26 juillet 2004

11707/04

**Dossier interinstitutionnel:
2004/0162 (CNS)**

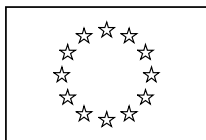
PROCIV 106

PROPOSITION

Origine:	Commission européenne
En date du:	22 juillet 2004
Objet:	Proposition de décision du Conseil portant modification de la décision 1999/847/CE en ce qui concerne l'extension du programme d'action communautaire en faveur de la protection civile

Les délégations trouveront ci-joint la proposition de la Commission transmise par lettre de Madame Patricia BUGNOT, Directeur, à Monsieur Javier SOLANA, Secrétaire général/Haut représentant.

p.j. : COM(2004) 512 final - CNS 2004/0162



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 20.07.2004

COM(2004)512 final

2004/0162 (CNS)

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

**portant modification de la décision 1999/847/CE en ce qui concerne l'extension du
programme d'action communautaire en faveur de la protection civile**

(présentée par la Commission)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. En décembre 1999 était adopté le deuxième programme d'action communautaire en faveur de la protection civile, au moyen de la décision 1999/847/CE du Conseil.¹ Il vise à renforcer la protection des personnes, de l'environnement et des biens en cas de catastrophe naturelle ou technologique sur tout le territoire de la Communauté. Il prévoit en effet une série de projets, échanges d'experts, séminaires et autres actions appuyant la coopération et l'assistance mutuelle entre les services de protection civile des États membres. Le programme d'action soutient et complète les efforts déployés par les États membres au niveau national, régional et local. Dans le cadre du programme actuel, la Commission concentre ses efforts sur un nombre limité de projets majeurs ayant des retombées européennes plus étendues. L'accent a été mis sur quelques grands projets portant sur la prévention des risques, l'information du public, la gestion des situations d'urgence, la médecine de catastrophe et la mise en réseau des diverses associations de bénévoles présentes sur le terrain.
2. Plusieurs événements survenus au cours des dernières années ont mis en lumière la nécessité d'une action au niveau européen, comme le naufrage du Prestige, les incendies de forêt de l'été 2003 et les inondations dans le sud de la France à la fin de l'année 2003. Ces accidents ont tous vu converger l'aide de plusieurs États membres, témoignant de la nécessité d'une préparation commune et d'une information mutuelle. Par ailleurs, les citoyens européens doivent être davantage informés des éventualités d'accidents et de la manière d'intervenir. Les projets visant à former les jeunes ont tout particulièrement constitué des réussites.
3. Étant donné que l'actuel programme d'action communautaire en faveur de la protection civile expire le 31 décembre 2004, il est proposé de le prolonger pour une période de deux ans, allant de janvier 2005 à décembre 2006.

¹ JO L 327 du 21.12.1999, p 53 – 57.

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

portant modification de la décision 1999/847/CE en ce qui concerne l'extension du programme d'action communautaire en faveur de la protection civile

(Texte présentant un intérêt pour l'EEE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 308,

vu la proposition de la Commission²,

vu l'avis du Parlement européen,³

considérant ce qui suit:

- (1) La décision du Conseil 1999/847/CE, du 9 décembre 1999, instituant un programme d'action communautaire en faveur de la protection civile⁴ prévoit une action communautaire encourageant la prévention, le degré de préparation et la capacité d'intervention en cas de catastrophe naturelle ou due à l'homme, sur terre et en mer, pour la période allant du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2004.
- (2) Les événements récents, tels que les inondations survenues en Europe centrale et orientale au cours de l'été 2002, le naufrage du Prestige en Espagne en novembre 2002, ainsi que la vague de chaleur et les vastes incendies de forêt dans le sud de l'Europe durant l'été 2003, témoignent de la nécessité de poursuivre l'action entreprise au niveau communautaire en faveur de la protection civile au titre de la décision 1999/847/CE.
- (3) Pour éviter tout battement entre l'expiration de la décision 1999/847/CE et la date d'entrée en application d'une nouvelle base juridique, il est nécessaire de prolonger de deux ans le programme d'action établi par la décision 1999/847/CE.
- (4) Il convient donc de modifier la décision 1999/847/CE en conséquence,

²

³

⁴ JO L 327 du 21.12.1999, p. 53.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision 1999/847/CE est modifiée comme suit :

a) À l'article premier, paragraphe 1, les termes "31 décembre 2004" sont remplacés par "31 décembre 2006" ;

b) À l'article 2, paragraphe 3, le premier alinéa est remplacé par texte suivant :

"Le montant de référence financière pour la mise en oeuvre du programme est de 7,5 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2004, et de 4,8 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2006."

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil
Le président*

LEGISLATIVE FINANCIAL STATEMENT

Policy area: Environment

Activity: Policy development

TITLE OF ACTION: EXTENDING THE COMMUNITY ACTION PROGRAMME IN THE FIELD OF CIVIL PROTECTION FOR THE PERIOD 2005/2006

1. BUDGET LINE(S) + HEADING(S)

07 03 06 01

2. OVERALL FIGURES

2.1. Total allocation for action (Part B): € 4.8 million

2.2. Period of application: 2005 - 2006

2.3. Overall multi annual estimate of expenditure:

(a) Schedule of commitment appropriations/payment appropriations (financial intervention) *(see point 6.1.1)*

€ million *(to three decimal places)*

	Year 2005	2006	2007	Total
Commitments	2.4	2.4	-	4.8
Payments	1.5	2.4	0.9	4.8

(b) Technical and administrative assistance and support expenditure *(see point 6.1.2)*

Commitments				
Payments				

Subtotal a+b				
Commitments	2.4	2.4	-	4.8
Payments	1.5	2.4	0.9	4.8

- (c) Overall financial impact of human resources and other administrative expenditure
(see points 6.2 and 6.3)

Commitments/ payments	478 800	478 800		957 600
-----------------------	---------	---------	--	---------

TOTAL a+b+c				
Commitments	2.878.800	2.878.800		5.757.600
Payments	1.978.800	2.878.800	900.000	5.757.600

2.4. Compatibility with financial programming and financial perspective

☒ Proposal is compatible with existing financial programming.

☐ Proposal will entail reprogramming of the relevant heading in the financial perspective.

☐ Proposal may require application of the provisions of the Interinstitutional Agreement.

2.5. Financial impact on revenue:

☒ Proposal has no financial implications (involves technical aspects regarding implementation of a measure)

OR

☐ Proposal has financial impact – the effect on revenue is as follows:

3. BUDGET CHARACTERISTICS

Type of expenditure		New	EFTA contribution	Contributions from applicant countries	Heading in financial perspective
Non-comp	Diff	NO	YES	NO	No [03]

4. LEGAL BASIS

Council Decision of 9 December 1999 establishing a Community Action Programme in the field of civil protection (1999/847/EC) , OJ L 327, 21.12.1999, p. 53.

5. DESCRIPTION AND GROUNDS

5.1. Need for Community intervention

5.1.1. Objectives pursued

Recent emergencies such as the floods in Southern France in 2002, the heat wave and extensive forest fires in southern Europe in the summer of 2003 and the terrorist attack in Madrid in March 2004 as well as the earthquakes in Algeria, Iran and Morocco show that there is a need to continue the action undertaken in the field of civil protection.

A global evaluation of the three current instruments, Civil Protection Action Programme, Community Mechanism and Marine Pollution framework, is ongoing in order to identify possible future areas for common action in this field. This may result in a new instrument which will cover the period 2007-2013.

Therefore, considering that the current Community action programme expires on 31 December 2004 it needs to be extended for a period of two years until 31 December 2006.

The Civil Protection Action Programme “is intended to support and supplement Member States' efforts at national, regional and local levels for the protection of persons, property and in so doing environment, in the event of natural and technological disasters, without prejudice to the internal division of competence in Member States. The aim is also to facilitate cooperation, exchange of experience and mutual assistance between Member States in this field.”

It aims at the enhancement of civil protection capabilities of Member States, EEA and candidate countries for dealing with disasters, and in particular:

- prevention, forecasting, detection, preparedness for response and immediate aftercare, and analysis of the socioeconomic implications of disasters,
- workshops, training courses, exchange and secondment of experts, and exercises intended to stimulate civil protection cooperation,
- actions and pilot projects to increase capacity, speed and efficiency in emergency situations and support, information and awareness-raising activities including conferences with a civil protection theme,
- mobilisation of experts to reinforce and assist Member States or third countries facing natural disasters or technological accidents,

This proposal on the table will provide the extension of current Civil Protection Action Programme for the years 2005-2006.

5.2. Action envisaged and budget intervention arrangements

After the adoption of the decision the Commission will establish the rolling plan for the two years, 2005-2006, and subsequently launch Call for proposals.

The actions covered by the present legislative proposal are carried out in accordance with the Council Regulation (EC, Euratom) No 1605/2002 of 25 June 2002 on the Financial Regulation applicable to the general budget of the European Communities.

5.3. Methods of implementation

The programme is managed directly by the Commission through Call for proposals and accompanying measures.

6. IMPACT ON STAFF AND ADMINISTRATIVE EXPENDITURE

6.1. Impact on human resources

Types of post		Staff to be assigned to management of the action using existing and/or additional resources	Total	Description of tasks deriving from the action
		Number of permanent posts		
Officials or temporary staff	A	2	2	Desk officers and management
	B	1	1	Study contracts, payments, informatics
	C	0,5	0,5	Secretarial support
Total		3,5	3,5	

6.2. Overall financial impact of human resources

Type of human resources	Amount (€)	Method of calculation *
Officials	378 000	2A x 108 000
Temporary staff		1B x 108 000
		0,5C x 108 000
Total	378 000	

The amounts are total expenditure for twelve months.

6.3. Other administrative expenditure deriving from the action

Budget line (number and heading)	Amount €	Method of calculation
Overall allocation (Title 07)		
07031 – Committees ¹	42 000	2 meetings x 28 members x 750 €
07030 – Experts meetings	42 000	56 experts x 750
07010 – Missions	16 800	6-8 missions per year (min 600€; max 1000€/day)
Other expenditure (specify)		3days x 800 x 7 missions
Total	100 800	

The amounts are total expenditure for twelve months.

¹ Specify the type of committee and the group to which it belongs.

I.	Annual total (6.2 + 6.3)	478 800 €
II.	Duration of action	2 years
III.	Total cost of action (I x II)	957 600 €

All administrative and Human Resources requirements will be covered from within the Budget allocates to the managing DG's in the framework of the annual allocation procedure.

7. FOLLOW-UP AND EVALUATION

7.1. Follow-up arrangements

A global evaluation of the three current instruments, Civil Protection Action Programme, Mechanism and Marine Pollution framework is ongoing in order to identify possible future areas for common action in this field.

For the future the Commission is considering the possibility to streamline the three instruments into one single framework.

8. ANTI-FRAUD MEASURES

The proposed activities only consist of grants and expenditure on expert meetings. The latter will be subject to the Commission's usual control mechanisms and therefore there is no need for supplementary anti-fraud measures.